

Axe du programme	Chapitre de cours correspondant	CM *	TD **
1) Les structures de l'économie coloniale	Chap. 1		<b>Dossier 1</b>
2) La parenthèse historique 1962-1965			
3) La SAD sur la période 1966-1979 Partie 1 : <i>Orientations fondamentales et modes de régulation économique</i>	Chap. 2		
4) La SAD sur la période 1966-1979 Partie 2 : <i>Le bilan économique et social</i>			
5) Les premières réformes économiques (Période 1980-1985)	Chap. 3		
6) Le premier contre-choc pétrolier et la crise financière de la fin des années 1980	Chap. 4		
<del>7) Les prémices des réformes structurelles (Période 1987-1988)</del>			
8) La période d'auto-ajustement (Période 1989-1993)	Chap. 5		<b>Dossier 2</b>
9) La période d'ajustement structurel (Période 1994-1998)	Chap. 6		<b>Dossier 2</b>
10) De l'embellie financière au second contre-choc pétrolier (Période 1999-2014)	Chap. 7		<b>Dossier 3</b>
11) De la politique d'austérité au mouvement populaire du <i>Hirak</i> (Période 2015-2019)	Chap. 8		<b>Dossier 4</b>
12) L'économie algérienne à l'épreuve des transformations du système international : <i>Évolutions récentes et perspectives</i> (Période 2020 à nos jours)	Chap. 9		1

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia  
Faculté SECG  
*Département des Sciences Économiques*

# ÉCONOMIE ALGERIENNE

L2 Économie (2023-24)  
Section B  
M. CHALANE Smail

## CHAPITRE 8 :

La transition à l'économie de marché (Acte 2) :  
*La période d'ajustement structurel (1994-1998)*

- Durant la période de l'ajustement volontaire, l'économie algérienne était « ballotée » dans toutes les directions.
- Une succession de gouvernements (pratiquement chaque année), avec chacun sa *stratégie*, ses *priorités* et ses « *nouveaux mécanismes* ».
- Cette **instabilité politique** – devenue *chronique* – a été nourrie par :
  - la *dégradation de la situation sécuritaire*, avec la généralisation de la violence et du terrorisme :
  - et l'*enracinement de la crise économique*, avec des prix du pétrole toujours défavorables et un endettement extérieur de plus en plus insoutenable.

- La dette extérieure a constitué un véritable piège.
- L'Algérie n'est pas parvenue à se dégager de la « spirale de l'endettement » où elle s'était enfermée depuis la fin des années 80" : elle était carrément obligée de s'endetter pour rembourser ses dettes arrivées à échéance !
- De plus, *ces nouvelles dettes se faisaient à des conditions de plus en plus défavorables*, avec :
  - des difficultés à accéder au marché financier international ;
  - et une hausse importante des taux d'intérêt.
- L'Algérie a dû en conséquence arrêter son projet de développement économique et social... et consacrer tous ses efforts à rembourser ses dettes !

- Sous l'effet de la dégradation des prix pétroliers, le poids de la dette extérieure n'a pas cessé d'augmenter, au point de **paralyser progressivement toute l'économie** :
  - En 1993, le *service de la dette extérieure* atteint 86% des exportations.
  - En 1994, l'Algérie est carrément *en cessation de paiement*, avec un ratio du service de la dette qui dépasse les 118 % !
- Cela signifie tout simplement que l'ensemble des ressources en devises de l'Algérie sera cette année reversé à ses créanciers (banques, Etats et IFI).
- Il ne restera rien pour les importations de *biens de consommation, d'équipement* et *les services* nécessaires au pays.
- Or, selon les estimations des experts, **l'Algérie avait absolument besoin d'un minimum de 7 milliards de dollars**, ne serait-ce que pour *nourrir la population* et *faire tourner l'industrie pétrolière et gazière* qui sont la base de l'économie.
- Ne parlons pas des capitaux que nécessiterait une *relance des autres secteurs industriels* qui tournent à *moins de 50% de leurs capacités* !

- Au problème de l'endettement qui ne cesse de prendre de l'ampleur, se conjugue une conjoncture pétrolière mondiale de plus en plus défavorable pour l'Algérie.
- Les prix du pétrole, qui atteignent les 24 \$ en 1990, redescendent progressivement pour atteindre les **16 \$ en 1994**.
- En plus du **déficit commercial** devenu chronique, cette dégradation des prix pétroliers entraîne une **diminution inquiétante des avoirs extérieurs** (réserves de change), qui représente moins de 2 mois d'importations en 1993.
- **Le déficit budgétaire devient chronique** avec la baisse de la fiscalité pétrolière : il atteint les 8,5% du PIB en 1993.

- Cette **rupture des équilibres internes et externes** pousse donc l'Algérie à solliciter l'aide du FMI, ce qu'elle s'est toujours refusée de faire depuis la fin des années 80".
- En avril 1994, après beaucoup d'hésitations, le gouvernement de Redha MALEK signe finalement un **accord *stand-by* avec le FMI**, qui prévoit le rééchelonnement de la dette extérieure de l'Algérie en accord avec ses principaux créanciers.
- **L'acceptation du rééchelonnement de la dette (et sa conséquence : l'application du PAS)**, est vécu à l'époque comme une véritable *capitulation*, une remise en question de la souveraineté et de l'indépendance du pays.

# 1. LE PAS OU LES CONDITIONNALITÉS DU FMI

- Les accords *stand-by* (avril 94-mars 95) et de *facilité de financement élargi* (avril 95-mars 98) que signe le gouvernement algérien avec le FMI **lui imposent la mise en œuvre d'un Programme d'Ajustement Structurel (PAS).**
- Entre 1994 et 1998, l'Algérie est donc contrainte de mettre en application les « conditionnalités » que lui impose le FMI, dans un contexte marqué par :
  - l'instabilité politique (depuis 1988, succession de 8 gouvernement en moins de 6 ans ; coup d'État avec l'interruption du processus électoral en Janvier 1992),
  - et l'insécurité, avec la généralisation de la violence et du terrorisme.

- Le PAS est un ensemble de conditions posées par le FMI pour rééchelonner la dette de l'Algérie (i-e : étaler son remboursement dans le temps) et lui ouvrir de nouvelles lignes de crédit.
- Plus précisément, le FMI s'engage dans le cadre de l'accord à :
  - accorder des prêts (appelés *facilités d'ajustement*) aux pays endettés ne parvenant plus à rembourser leurs emprunts en devises ;
  - obtenir des prêts auprès de la Banque Mondiale ;
  - accompagner ces pays qui n'arrivent plus à faire face à leurs engagements pour renégocier avec les créanciers *publics* (Club de Paris) et *privés* (Club de Londres) un éventuel rééchelonnement de leur dette extérieure ;
  - et, enfin, accéder plus facilement à de nouveaux prêts sur le marché financier international.
- Pour échapper aux pressions de ses créanciers, il faut dire qu'un pays en cessation de paiement n'a pas vraiment le choix ; le recours au FMI devient quasiment un « passage obligé » !

- En matière de *transition à l'économie de marché*, 2 conceptions opposées s'affrontent :
  - les partisans de la « **thérapie de choc** », qui prônent une transition « rapide » et « brutale » à l'économie de marché ;
  - et ceux qui préconisent au contraire une « **transition graduelle** », notamment en tentant d'atténuer les conséquences sociales de la libéralisation de l'économie.
- Le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) préconisé par FMI s'inscrit dans la logique de la *thérapie de choc*.

- À travers le PAS, le FMI cherche à imposer **un programme (brutal) de libéralisation interne et externe de l'économie** :
  - réduction des dépenses de l'État, principalement les *investissements publics* et les *dépenses sociales*,
  - restructuration et « dégraissage » (réduction des *sur-effectifs*) des entreprises publiques... afin de les préparer à la *privatisation*,
  - privatisation (quasi-générale) de l'appareil productif et même de certains services publics (distribution de l'eau potable, collecte des déchets, services de santé...),

# La Programme de réformes structurelles du FMI (*suite*) :

- Libéralisation du commerce extérieur en réduisant les barrières douanières (taxes, quotas...),
- dévaluation de la monnaie nationale vis-à-vis des autres devises (- 40% rien qu'en 1994),
- déréglementation générale des prix, à travers la suppression du soutien des prix et des subventions,
- blocage des salaires (pour éviter que la dévaluation et la libéralisation des prix ne provoque un enchaînement inflationniste).

## 2. Résultats du PAS

# a) Rétablissement des équilibres macroéconomiques et financiers

- L'application du PAS a bien permis de rétablir les équilibres macroéconomiques et financiers, avec :
  - Reprise de la croissance économique (PIB réel) : - 0,9% en 1994 ; +3,8% en 1995 ; +3,8 en 1996 ; +1,3 en 1997).
  - Réduction progressive du déficit public (8,5% du PIB en 1993 → 1% en 1996), grâce aux nombreuses coupes budgétaires qui ont affecté particulièrement les *investissements publics* et les *crédits aux secteurs sociaux et aux services publics*.
  - Maîtrise de l'inflation (29% en 1994 → 4,9% en 1998), grâce à une politique monétaire *restrictive* (*encadrement du crédit* et *hausse des taux d'intérêt*) qui a permis de *contenir la croissance de la masse monétaire*.

## b) Une politique d'austérité... pour gonfler les réserves de change et rassurer les créanciers

- Pour garantir le remboursement des emprunts (rétablir la solvabilité) et rassurer ses créanciers, le FMI a exigé et obtenu que l'Algérie constitue des **réserves de change importantes et en hausse régulière** : 2 en 1995 → 4 en 1996 → 6 en 1997 (en milliards \$)
- Parallèlement à la **dégradation de la situation économique et sociale de couches de plus en plus large de la Société**, l'Algérie se permettait donc « le luxe » d'augmenter ses réserves de change !!!
- C'est tout à fait normal : les conditionnalités du FMI n'ont d'autres objectifs que d'améliorer la solvabilité des pays en cessation de paiement, afin de rassurer les créanciers.

## c) Une dette extérieure qui reste pesante, malgré le rééchelonnement

- Entre 94-98, plus de 21 milliards de dollars furent libérés pour financer l'économie grâce aux accords conclus avec le FMI, et les Clubs de Paris (dette publique) et de Londres (dette privée).
- Les effets du rééchelonnement sont certes importants, mais limités dans le temps :
  - *Le stock de la dette ne cesse de croître* : 26 milliards \$ en 1994 → 30,5 milliards \$ en 1998.
  - *Le service de la dette*, qui s'est atténué en 1996 (29,1% contre 43,8% en 1995), *a repris sa course à la hausse depuis* : 30,3% en 1997 → 47,5% en 1998.

## d) Effondrement de la production industrielle et explosion des importations

- Le PAS a complètement **dévasté le tissu industriel** suite à :
  - l'ouverture commerciale brutale et « indiscriminée », sans préparation de nos entreprises à une concurrence internationale aussi intense ;
  - la baisse de l'approvisionnement des entreprises en *inputs* importés (- 12% entre 95/96) ;
  - la politique restrictive du crédit et la hausse des taux d'intérêt (23,5% pour les découverts bancaire) ;
  - la diminution des aides publiques ;
  - et enfin l'insécurité chronique, avec la généralisation de la violence et du terrorisme.
- L'industrie locale s'est avérée **incapable de concurrencer le flot des importations**, ni se permettre d'**accéder au crédit** (à cause du niveau trop élevé des taux d'intérêts), ce qui a favorisé surtout les activités commerciales et la spéculation, *aux dépens des activités productives*.

- Pour la seule année 1996, la production industrielle a baissé de 8,6%.
- Le taux d'utilisation des capacités de production (TUC) des entreprises baisse à moins de 50%, faute d'*approvisionnement réguliers en inputs importés*.
- La libéralisation des circuits commerciaux internes et externes a favorisé la **multiplication des intermédiaires**, le **développement de la spéculation** et du **marché noir**... d'où une *augmentation importante des prix* !
- Résultat : la libéralisation « brutale » du commerce extérieur a maintenu l'Algérie dans un **rôle de consommateur**, de « **comptoir de distribution** » où l'argent dégagé grâce au rééchelonnement est utilisé non pas pour relancer l'appareil de production... mais pour **développer les activités d'importation** !

- Exactement le même constat se pose pour le **secteur agricole**, suite :
  - à l'importation massive d'aliments à bon marché,
  - la diminution des aides publiques,
  - et la quasi-disparition du soutien *technique* et *commercial* de l'État.
- Bref, la mise ne œuvre du PAS a encourager beaucoup plus la spéculation et l'investissement dans des activités non productrices (commerce, importation et services).

## e) Une explosion du chômage

- La mise en œuvre du PAS s'est accompagné d'une **destruction importante d'emplois**, avec :
  - l'effondrement de la production industrielle et agricole ;
  - la restructuration et la privatisation des entreprises publiques, et son lot de *licenciements* et de *départs volontaires*. Entre 1994 et 1998, 815 entreprises publiques ont été dissoutes entraînant la compression de 212 960 emplois ;
  - et la réduction de la taille du secteur public, qui s'est accompagné d'une compression importante des effectifs.

- Par ailleurs, la détérioration du climat économique, politique et sécuritaire, décourage l'investissement.
- D'où un faible rythme de création d'emplois, très insuffisant pour absorber une offre additionnelle importante estimée à 300.000/an.
- Le chômage ne cesse de croître : 25% en 1994 ; 27% en 1995 ; 28,1% en 1996 ; 29,5% en 1998.
- C'est le chômage des jeunes qui est le plus dramatique : 55,6% parmi les 20-24 ans en 1998.

## f) Une paupérisation des travailleurs et une précarisation de l'emploi

- La *libéralisation des prix* et la *dévaluation du dinars* ont induit une **forte inflation** : 29,8% en 1995 ; 18,7% en 1996.
- Le **pouvoir d'achat des travailleurs s'est carrément effondré** suite à l'application des mesures d'ajustement, notamment suite au *blocage des salaires*.
- Conséquence : les salaires réels se sont détériorés, d'où un accroissement du caractère inéquitable de la répartition des revenus.

- Ainsi, le pouvoir d'achat s'est détérioré de plus d'un tiers (-35% entre 93/96) pour l'ensemble des citoyens.
- **Le cercle de pauvreté ne cesse de s'élargir** : près de 25% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté.
- Même la **classe moyenne** n'échappe pas à cette tendance à la paupérisation : le pouvoir d'achat des cadres chute de 41% entre 89/95.

- Par ailleurs, la réforme du marché du travail a **réduit les droits des travailleurs**, en même temps qu'elle a **ébranlé l'action des syndicats**.
- Retenant comme exemple la facilitation de la procédure de licenciement pour des raisons économiques, qui n'exige plus désormais d'autorisation administrative.
- Le but est de rendre le marché du travail « plus flexible », avec un « allégement » significatif du Code du Travail.
- On note aussi une explosion des emplois précaires, avec les contrats à durée indéterminée (CDD) et l'emploi de jeunes.
- En bref, **le PAS a diminué le niveau de l'emploi et rendu ce dernier encore plus précaire**.

## g) Une dégradation des services collectifs

- La compression des dépenses publiques, avec des *restrictions budgétaire* qui ont touché principalement les *secteurs sociaux* et les *services publics*, ont considérablement **réduit l'accès des pauvres aux services collectifs**.
- Les systèmes éducatif et de santé se dégradent rapidement.
- Les programmes de logements sociaux sont réduits sous injonction du FMI (-70% entre 95/96). Sous le PAS, la crise du logement atteint des proportions dramatiques.
- Conséquence : la mise en œuvre du PAS entrainera une **paupérisation de couches de plus en plus importantes de la population** et un **appauvrissement encore plus important des pauvres**.

## h) Un projet de développement économique et social *introuvable*

- Le FMI n'a d'autres objectifs que de rassurer les créancier sur la capacité future de l'Algérie à honorer ses engagements.
- Le PAS n'est pas un projet de développement économique et social : sa vocation se résume à améliorer (à tout prix) la solvabilité du pays endetté !
- Conséquence : le rééchelonnement a certes permis d'oxygéner les finances du pays sur le court terme, mais la mise en œuvre du PAS a complètement hypothéqué les chances de l'Algérie de reprendre son développement économique et social à moyen/long terme.

CONCLUSION

- La libéralisation et l'ouverture brutale des marchés à partir du début des années 90", a fragilisé considérablement le tissu économique et le corps social dans son ensemble.
- Le PAS a constitué une véritable « **thérapie de choc** », *appliquée sans nuances* à une économie qui a toujours été protégée, administrée et financièrement soutenue par l'État.
- L'appareil de production souffrait d'une grave crise de performance et la plupart de nos entreprises n'étaient pas prêtes à se confronter à la concurrence internationale.
- La plupart des entreprises qui se créaient s'orientent vers l'importation et les activités commerciales.
- Résultat : **La dépendance vis-à-vis des hydrocarbures n'a pas cessé de progresser depuis le début des années 90"**.

- Le rééchelonnement apportera donc un court répit financier, mais à un **coût social et économique exorbitant**.
- Encore pire : loin de corriger les problèmes structurels de l'économie algérienne, l'ouverture *mal planifiée* et *peu régulée* de cette dernière a accentué le principal d'entre eux : **la dépendance aux hydrocarbures et l'orientation rentière de l'économie**.
- En définitive, le rééchelonnement a certes permis de rétablir la solvabilité à court terme du pays (sa capacité à faire face aux échéances de sa dette), **mais pas son aptitude à maîtriser le développement**.

QUESTIONS DE COURS /  
CONSIGNES DE RÉVISION  
POUR L'EXAMEN

- Les supports de cours qui vous sont communiqués ne sont qu'une synthèse, un résumé de la matière étudiée, qui reprend donc uniquement les principaux repères historiques de l'évolution de l'économie algérienne depuis l'Indépendance.
- Ils ne constituent pas en l'état un support de révision « opérationnel » pour préparer l'examen final du module.
- En partant des *questions de révision* données à la fin de chaque chapitre, essayez de préparer des **fiches de révision** « personnelles » à partir :
  - de ce *résumé du cours* (et éventuellement du *polycopié complet*) ;
  - des prises de notes lors du cours ;
  - et des dossiers documentaires traités en TD.

- L'examen final du module est constitué d'une dissertation (notée 12 points) et d'une question directe (notée sur 8 points).
- Il vous sera proposé trois (3) sujets de dissertation *au choix*.
- Il sera ainsi demandé à l'étudiant de choisir un (1) sujet et de rédiger une dissertation en mobilisant les connaissances et les informations pertinentes pour traiter le sujet.
- La dissertation doit comporter nécessairement une introduction, un développement structuré (avec un plan adapté) et une conclusion.
- Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation. Des points seront ainsi attribués à la présentation de la copie, à la cohérence textuelle et à la correction de la langue (voir la *Note méthodologique n° 3*).

# QUESTIONS DE RÉVISION

(Voir également le *Dossier de TD n° 2*)

- 1) Selon vous, la décision de rééchelonner la dette extérieure, prise au début de l'année 1994, est-elle évitable ? En d'autres termes : Quelles sont les raisons objectives qui ont poussé l'Algérie à accepter, après plusieurs années d'hésitations, le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) ?
- 2) Quelles sont les principales mesures mises en œuvre dans le cadre du PAS imposé par le FMI ?
- 3) Quelles sont les conséquences économiques et sociales qui ont résulté de la mise en application du PAS entre 1994 et 1998 ?